

« LE MODÈLE POPULAIRE DES VACANCES MÉRITE D'ÊTRE REVALORISÉ »

Saskia Cousin livre pour **Espaces** sa réflexion sur les conséquences de l'épidémie de Covid-19 sur le tourisme. Selon elle, avec la pandémie, l'État et les territoires ont l'occasion de se ressaisir d'une question politique fondamentale : celle d'opter pour une meilleure répartition des flux et bénéfices des touristes sur le territoire. Elle pointe du doigt le **surtourisme**, qu'elle juge **totallement insoutenable** d'un point de vue **écologique**, et prône une conception du voyage, qui intègre le temps, la rencontre et les échanges.

INTERVIEW DE SASKIA COUSIN
Anthropologue, maîtresse de conférences HDR à l'Université de Paris, coauteur avec Bertrand Réau de Sociologie du tourisme

Propos recueillis par
CÉLINE PERRONNET



ESPACES : La crise du Covid-19 peut-elle être un déclencheur pour repenser notre modèle touristique ?

SASKIA COUSIN : C'est la pandémie plus que le virus, qui a suscité des mesures de fermeture des frontières relativement inédites, car mondiales. Il y avait déjà eu des épisodes de moindre importance sur le tourisme, lors du SRAS ou d'attentats terroristes, mais l'arrêt du tourisme international était localisé dans quelques destinations et de courte durée. La capacité de reprise du tourisme était d'ailleurs très étonnante. Aujourd'hui la situation est inédite : l'OMT annonce une chute de 70% du tourisme international. La situation est telle qu'elle oblige, mais aussi, et c'est une bonne nouvelle, autorise à une réflexion de fond. La première question à se poser est : faut-il continuer à considérer que seul le modèle, et les indicateurs du « tourisme international » méritent l'attention ? Bien sûr, repenser le modèle du tourisme passe par un changement de politique, ou pour être plus précise, oblige à commencer à avoir le début d'une politique nationale, et internationale. Soyons clair : avoir pour objectif 1,5 milliard d'arrivées internationales est un objectif de l'industrie aérienne et ne peut tenir lieu de politique internationale. De même, l'objectif de 100 millions de touristes n'a rien à voir avec une vision politique. C'est un peu comme si la politique agricole consistait à se donner pour objectif d'augmenter le nombre de gens qui rentrent dans les centres commerciaux, sans se soucier des cultivateurs, de la qualité des produits, des circuits de distribution, des pratiques des consommateurs, des commerces de proximité, ou encore du caractère soutenable de l'agriculture. Ce qui est fascinant, c'est que l'État français a renoncé à toute vision et raisonne selon la logique monétaire fixée par la Banque mondiale dans les années 60 pour inciter les pays qu'on disait alors du tiers-monde à s'ouvrir au tourisme. Heureusement, de nombreux territoires ont, chacun à leur échelle, et depuis longtemps, des visions et des politiques touristiques.

ESPACES : Pensez-vous que la crise sanitaire va accentuer les tendances déjà observées depuis quelques années : le goût pour un tourisme plus local, plus respectueux de l'environnement ?

SASKIA COUSIN : Le goût pour le « tourisme plus

local » n'est pas une nouvelle tendance, c'est simplement une tentative des imaginaires du tourisme de s'approprier les pratiques de vacances, de loisir et de dépaysement, et donc l'attention au paysage, à l'environnement. Avant la crise, 80% des séjours des Français avaient lieu en France, la fermeture des frontières n'a fait que renforcer une pratique structurelle, qui était jusque-là rendue invisible par une focalisation sur les arrivées et départs internationaux en raison de l'emprise de l'industrie du transport et de l'hôtellerie internationale sur les indicateurs. Elle a aussi rendu tout à coup légitime les pratiques vacancières des classes populaires. Pour la question du respect de l'environnement, il y a le discours conscientisé et les pratiques réelles. On peut le voir à l'échelle européenne, le discours du flygskam (la honte de prendre l'avion) émane des nations et des catégories sociales qui en moyenne prennent le plus l'avion ! La prise de conscience écologique est devenue une nouvelle forme de distinction des classes cultivées. C'est important au vu de leur influence sur les marchés du tourisme, mais cela ne doit pas obérer la réalité : en partant moins loin, moins souvent, en restant plus longtemps au même endroit, bref en ayant des pratiques de vacances, ce sont les classes populaires qui ont les pratiques les plus soutenables.

ESPACES : Dans ce sens, les habitudes de réservations des Français, qui privilégient de plus en plus les ventes en ligne sur des grandes plateformes, pourraient-elles également évoluer ?

SASKIA COUSIN : Pour reprendre la métaphore précédente, il faut prendre la question différemment : si la seule offre visible et accessible est le supermarché, on ne peut pas reprocher au consommateur de ne pas se rendre dans un commerce de proximité. La vraie question est encore une fois politique. Comment les politiques ont-elles pu accepter la quasi-disparition de tous les grands réseaux de chambres d'hôtes labellisés au profit des plateformes globales ? La France est sans doute encore le pays occidental dont la politique en matière de plateforme d'hébergement est la plus dérégulée, au profit de ces plateformes qui ne paient pas d'impôt et dont on connaît les pratiques de lobbying, la surface médiatique ▲

“
**AVOIR
 POUR OBJECTIF
 1,5 MILLIARD
 D'ARRIVÉES
 INTERNATIONALES
 EST UN OBJECTIF
 DE L'INDUSTRIE
 AÉRIENNE ET NE
 PEUT TENIR LIEU
 DE POLITIQUE
 INTERNATIONALE**
 ”

et l'emprise sur les imaginaires. Il existe de nombreuses plateformes alternatives, notamment des coopératives - elles sont souvent évoquées dans cette revue - mais elles ne sont pas soutenues, ni financièrement, ni politiquement par les banques et l'État. Là encore, seuls certains territoires ont compris que la réappropriation de leur destin et de leur destination passait par de nouvelles logiques d'intermédiation, plus inclusive des habitants, et plus citoyenne et démocratiques.

ESPACES : Que vont désormais rechercher les voyageurs ? Davantage de dépaysement, d'aventure, de repos en famille ?

SASKIA COUSIN : Les voyageurs, vacanciers, visiteurs cherchent l'un ou l'autre ou tout cela et depuis toujours. Cela dépend de leur histoire sociale, de leur socialisation, de leur classe d'âge, etc... Il me semble que l'on peut caractériser ces pratiques comme relevant de quêtes d'identité ou d'altérité, de physicalité ou d'intériorité. Cela me paraît assez structurel, mais bien sûr les destinations qui les incarnent vont changer ou être vécues selon l'une ou l'autre de ces quêtes en fonction du voyageur. Par exemple, se promener dans l'arrière-pays basque peut relever d'une quête d'identité (activités permettant de souder la famille ou reconnaissance d'un territoire que l'on a parcouru enfant ...), d'altérité (découverte de la montagne, de la gastronomie, de la culture basque ...), de physicalité (désir d'aventure, randonnée, ski ...), ou d'intériorité (reconnexion avec les grands espaces, la faune et la flore, le silence, l'air respirable, etc.). Il reste que la majorité des gens partent en vacances pour se reposer et se ressourcer en famille, et ce n'est en rien condamnable.

ESPACES : La pandémie de Covid-19 sonnera-t-elle la fin du tourisme de masse ?

SASKIA COUSIN : Connotée en valeur mais inutile pour rendre compte du problème, l'expression « tourisme de masse » ne nous sert à rien sauf à exprimer le mépris des classes supérieures pour la démocratisation des vacances. En effet, le problème n'est pas le nombre de touristes en valeur absolue, mais plutôt leur densité, et les conflits d'usage éventuels. Tout dépend donc en fait de la relation avec le lieu d'accueil. Un million de touristes à Paris, ce n'est rien, mais c'est insupportable pour un village de Provence.



Pour lutter contre le surtourisme, des quotas et des taxes de type entrée de ville, ont été envisagées, puis abandonnées à Venise.

Je pense que les notions de densité, de saturation sont plus à même de décrire sans jugement de valeur le problème du surtourisme. Or, avec les mesures de distanciation physique et la crainte de la contamination liée à la pandémie, la question de la densité et de la saturation se pose d'une nouvelle manière. De ce point de vue, la pandémie remet en cause la logique mimétique qui est inhérente au tourisme : les touristes se rendent là où il y a des images touristiques. Cela ne signifie pas qu'il n'y aura plus de tourisme mais que la densité qui ne dérangeait pas la plupart des vacanciers et faisait vivre l'industrie touristique n'est plus simplement un problème pour les sociétés d'accueil.

ESPACES : Que pensez-vous du surtourisme : de l'instauration de taxes ou de quotas de voyageurs ?

SASKIA COUSIN : Le problème du surtourisme est celui de la concentration et donc de la saturation. C'est le désir qui motive le voyage, pour désaturer, il faut susciter d'autres désirs que ceux qui étaient déjà délétères pour les destinations et l'environnement et qui, avec la pandémie, s'avèrent aujourd'hui dangereux pour tout le monde. Bien sûr qu'il faut une régulation des mobilités internationales, des taxes sur les carburants. La question des quotas et des taxes de type entrée de ville, envisagées, puis abandonnées à Venise, est beaucoup plus complexe, avec de nombreux effets pervers pour les habitants des territoires concernés. En revanche, il est certain que, comme pour tout secteur d'activité, la mono-industrie touristique est le vrai problème à régler. En finir avec ces mono-industries

implique le retour du politique, à différentes échelles, pour travailler à la diversification. Il paraît assez peu raisonnable de demander à l'industrie touristique de renoncer à son monopole !

ESPACES : Et la France, première destination touristique mondiale, que doit-elle faire pour voir revenir les touristes étrangers ? En a-t-elle encore vraiment besoin ?

SASKIA COUSIN : Objectivement, s'inquiéter de la provenance (française ou étrangère) des touristes est un problème très macro de commerce extérieur qui concerne la rentrée ou la sortie de devises. Mais si l'on reste dans cette logique, la relocalisation des touristes français équilibre cette balance. Pourquoi donc cette focalisation sur les touristes étrangers, comme si les nationaux, les citoyens, ne comptaient pas ? La logique politique paraît incompréhensible sauf à considérer les enjeux industriels : ce sont les indicateurs des industries du transport et de l'hébergement qui sont considérés comme seuls pertinents. Or ceux-ci ont besoin des touristes étrangers qui voyagent en groupe et font appel prioritairement à cette industrie et sont concentrés dans les hauts lieux touristiques - alors que 50 % des Français se rendent dans de l'hébergement non marchand, fréquentent assez peu les hôtels de chaîne pour leurs vacances et prennent peu l'avion pour se déplacer en France. Avec la pandémie, l'État et les territoires ont l'occasion de se ressaisir d'une question politique fondamentale : la désaturation et une meilleure répartition sur le territoire des flux et bénéfices des touristes sur le territoire. Ceci étant dit, il me semble qu'une véritable politique en ce sens ne soit possible qu'à l'échelle européenne : on le voit avec la tragi-comédie de l'ouverture ou de la fermeture des domaines skiables.

ESPACES : Le coup dur n'est-il pas davantage pour Paris et les voyages d'affaires ?

SASKIA COUSIN : Sans doute, mais cela fait des années que les grandes villes européennes alertent sur le problème de la saturation des centres-villes, de la pression immobilière liée aux plateformes, des conflits d'usage dans les transports, etc... Des années que tous les experts appellent à une meilleure répartition. La voici forcée par la pandémie. Si je comprends bien que cela puisse poser un problème à Eurodisney, aux hôtels de chaîne, ou à l'industrie du luxe, je ne vois pas pourquoi on devrait collectivement considérer que, par exemple, la baisse potentielle des dividendes des actionnaires des grands groupes du luxe relèverait de la catastrophe. Si Paris redevient une ville vivable, qui s'en plaindra ?

ESPACES : Quel regard portez-vous sur l'avenir du tourisme international : doit-on moins voyager mais plus longtemps ?

SASKIA COUSIN : Ces dernières années, pour certaines classes sociales et une toute petite partie de l'humanité, le voyage international était devenu un produit de consommation ordinaire, collectionné de manière boulimique. La remise en cause de ce modèle de *fast tourism* totalement insoutenable d'un point de vue écologique ne me paraît ni socialement injuste, ni anthropologiquement illégitime. Le loisir, c'est d'abord l'otium, ce temps libre dont l'antonyme et le nec otium. C'est donc par définition un temps non marchand. Pour le monde préindustriel occidental, et dans bien des parties du monde, c'est la base du temps, le temps important, c'est celui de la pensée, de la politique, des arts, de la culture, des sports, des cultes, des fêtes etc... bref, le cœur des relations humaines. La société ▲

CES DERNIERS ANNÉES, POUR CERTAINES CLASSES SOCIALES ET UNE TOUTE PETITE PARTIE DE L'HUMANITÉ, LE VOYAGE INTERNATIONAL ÉTAIT DEvenu UN PRODUIT DE CONSOMMATION ORDINAIRE, COLLECTIONNÉ DE MANIÈRE BOULIMIQUE



industrielle née en Europe au XVIII^e siècle a procédé à un renversement des valeurs en instituant le travail comme unique référent pour la majorité des humains, tandis que l'oisiveté était réservée à une élite. Cette société industrielle parvient de moins en moins à convaincre que le cœur de la vie est le travail mais elle a en revanche réussi à marchandiser le loisir, le dépaysement et l'hospitalité, en convainquant les voyageurs qu'ils devaient « rentabiliser » leur voyage en multipliant les activités, visites, et bien sûr, les dépenses. Or, contre ces suractivités touristiques - l'Europe en 5 jours, l'Asie en 10 jours, etc,... - le modèle populaire des vacances mérite d'être revalorisé car s'installer quelque part, c'est aussi se donner la possibilité de découvrir son entourage - qu'il s'agisse de ses voisins de palier à la Grande Motte ou des habitants de ce village du Sine Saloum qu'on se donnera le temps de visiter, justement parce qu'on a le temps. En somme, la clé de tout cela est le rapport au temps. L'industrie du loisir et du dépaysement exploite chacun de nos temps disponibles pour nous vendre des activités. « Profiter » de son temps libre, ce n'est pas se plier à une suractivité marchande, c'est (RE)prendre son temps libre, en garder le bénéfice pour soi, les siens ou ceux à qui l'on souhaite se consacrer.

ESPACES : Certaines destinations pourraient imposer aux touristes d'être vaccinés contre le Covid-19 avant d'entrer sur leur territoire. Qu'en pensez-vous ?

SASKIA COUSIN : Sans préjuger de l'efficacité du vaccin ou des mesures barrières, car ce n'est absolument pas de ma compétence, ce type d'obligation n'est ni nouveau ni original, et ce n'est donc en rien scandaleux. Les vaccinations obligatoires, comme celui contre la fièvre jaune, existent déjà pour entrer dans de nombreux pays. Concrètement, cela signifie sans doute simplement que ce vaccin sera ajouté au dispositif des centres de vaccination de voyageur. Les spécialistes de la santé publique peuvent débattre, mais ceux du tourisme me paraissent mal placés pour s'y opposer.

ESPACES : Qui sera le voyageur de demain ?

SASKIA COUSIN : On ne voyage pas forcément pour se reposer ou se ressourcer : pour cela on part en vacances. Cela me paraît important de rappeler

que le voyage et le tourisme sont une petite partie des activités effectuées en vacances, et les vacances, une petite partie du temps libre. Le temps libre permet de se reposer (en théorie car on y met toutes les tâches non rémunérées, donc les tâches domestiques, ce qui est n'est pas de tout repos, surtout pour les femmes.) -, les vacances de se ressourcer, et le voyage, sans doute, de se transformer. L'avenir du voyage se jouera dans le développement d'un artisanat du loisir, de l'hospitalité et du dépaysement, à la fois populaire et de qualité, et donc pérenne et durable. Loin de l'obsolescence programmée des destinations épuisées après des années d'effets de mode puis de saturation et déclasserement avant passage à la ruine.

ESPACES : La quête du petit prix sera-t-elle toujours la norme ? Les compagnies low cost sont-elles arrivées en bout de piste ?

SASKIA COUSIN : Le problème du « low cost » ou « petit prix » est le même que celui de la malbouffe. Elle est présentée comme une solution pour les moins fortunés mais, au final, elle met en danger le droit du travail et la santé des personnes - ici celle de la planète - alors qu'il existe des solutions moins onéreuses et de qualité, comme le train. Après avoir installé de nombreux aéroports au mépris de la raison, avoir supprimé les petites lignes au profit de bus désormais en dépôt de bilan, puis stoppé les trains de nuit, il faudrait revenir à la raison et bâtir une politique européenne du train. Plutôt que l'industrie du *fast tourism* à bas coût, je pense que l'alternative se situe dans une conception du voyage qui justement, intègre le temps du voyage.

ESPACES : Croyez-vous à une reprise de nos anciennes habitudes une fois la crise passée ?

SASKIA COUSIN : Le philosophe italien Antonio Gramsci disait qu'il fallait concilier le pessimisme de l'intelligence et l'optimisme de la volonté. Les industries du loisir, de l'hospitalité et du dépaysement ont colonisé nos imaginaires, et transformé notre usage du temps libre en activités de consommation écologiquement insoutenables. Ce n'est pas une fatalité, mais rien n'est gagné. Pour que tout ne redevienne pas comme avant, le combat culturel reste à mener. ■



Les compagnies low cost mettent en danger le droit du travail et la santé de la planète.